Extrait du Le Vénissian

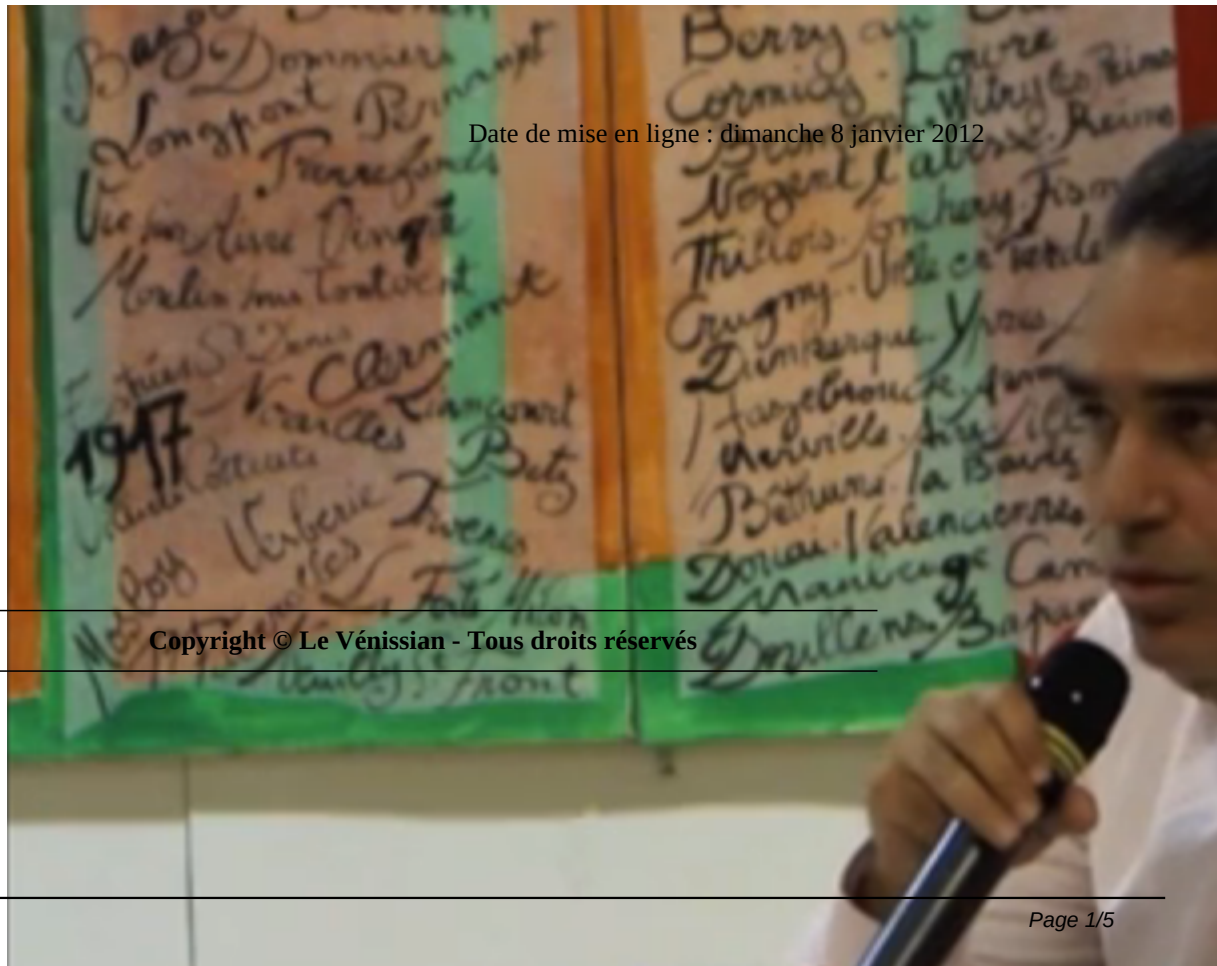
http://levenissian.fr/ils-n-auront-pas-les-mains-libres,1173

4emes rencontres internationalistes 2011

...ils n'auront pas les mains libres !

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2011 -

Date de mise en ligne : dimanche 8 janvier 2012



Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Merci aux camarades de Vénissieux de nous avoir invité à cette journée internationale. Je vais essayé dans on bref exposé de revenir sur les caractéristiques fondamentales de la révolution tunisienne. Plusieurs d'entre vous se posent aussi des questions sur la situation actuelle, les élections qui viennent d'avoir lieux, les résultats, etc.

Tout d'abord la révolution tunisienne était la première de ce millénaire, et avant de l'aborder directement, je veux dire qu'elle était à l'origine de ce mouvement qui secoue plein de pays, notamment dans le monde arabe, mais au delà aussi du monde arabe. Et dans plusieurs pays arabes, le mouvement se poursuit jusqu'à aujourd'hui notamment en Syrie, au Yémen, au Maroc. Dans d'autres pays, la révolution a connu d'autres cheminements couronnée parfois par des succès, notamment en Tunisie quand on a chassé Ben Ali, en Egypte contre Moubarak, mais plein de questions restent posées aujourd'hui. En Libye, sans m'attarder, on voit que la contre-révolution n'est pas venu du système uniquement, elle vient aussi par l'intervention impérialiste qui a opéré un véritable hold-up sur la révolution du peuple libyen.

La révolution tunisienne remet également à l'ordre du jour certaines questions qui, à un certain moment, sont devenues comme faisant partie de l'histoire ancienne, notamment la question de la révolution et du pouvoir, et de la capacité des masses à s'affranchir de l'oppression, de la dictature par leurs propres moyens, en traçant eux même leur avenir. Et c'est ce que l'on a vu se passer en Tunisie. Au bout de 4 semaines, le peuple tunisien était capable de chasser une des pires dictatures de la région, une dictature qualifiée de dictature policière qui avait érigée la torture comme système de gouvernement, qui était fortement soutenue par ses alliés non seulement dans le monde arabe et sur le continent africain mais surtout en occident. Et nous nous rappelons tous des positions jusqu'à la dernière minute notamment du gouvernement français et des déclarations d'Alliot Marie. D'ailleurs elle n'y est plus, cela fait partie des personnes balayées par le révolution tunisienne.

Donc ça a remis à l'ordre du jour que le changement n'est pas forcément dans l'institution. En Tunisie, à chaque élection organisée par le passé par Ben Ali, ceux qui appelaient à une véritable rupture avec la dictature, qui pensaient comme le fait notre parti, le PCOT, que la dictature de notre pays n'est pas réformable, que c'est en l'abattant, et sur ces décombres, que l'on peut véritablement instaurer un régime démocratique, un régime en faveur des couches populaires en Tunisie. Donc ça c'est une des leçons importantes de la révolution tunisienne.

Cette révolution là aussi n'est pas née d'un vide. Elle n'a pas démarrée le 17 décembre par l'acte de Mohammed Bouazizi qui s'est immolé par le feu. Si l'on regarde les décennies précédentes, on va retrouver plusieurs moments de lutte notamment les résistances menées par les démocrates tunisiens, par les défenseurs des droits de l'homme tunisien, par des révolutionnaires tunisiens, notamment notre parti pour maintenir la lutte et la résistance, c'est à dire face à la dictature présente. On ne peut pas comprendre ce qui s'est passé pendant ces dernières semaines sans revenir sur ce qu'a connu le bassin minier de Gafsa en 2008 et dans lequel notre parti notamment a joué un rôle très important. Par la suite nous nous attendions à ce que la situation se bouscule, à ce qu'elle pose vraiment la question du changement à l'ordre du jour, et c'est devenu une question pleinement posée dans le futur proche.

Le 14 janvier, le peuple tunisien a réussi à chasser Ben Ali... Au départ, cette révolution a commencé dans les régions défavorisées. Par la suite elle a contaminée les régions avoisinantes qui sont des régions laissées pour compte où la misère se conjugue avec le chômage, avec l'humiliation, avec l'absence de toutes infrastructures capables d'offrir aux populations de ses régions un minimum de vie, de dignité. Ce mouvement là a aussi été soutenu par l'ensemble des couches du peuple tunisien qui étaient victimes de cette dictature, que ce soient les milieux intellectuels, les syndicalistes, les instituteurs, la jeunesse, les femmes etc. et qui ont apporté un soutien, et également les avocats, les défenseurs des droits de l'Homme,...tous ceux là on aussi joué un rôle important. Cela

Copyright © Le Vénissian

c'est prolongé par la suite par l'entrée du mouvement syndical français. Et les premières manifestations, les premiers rassemblements importants étaient les rassemblements organisés par les syndicalistes qui ont même créé une sorte de rapport de force au niveau de l'UGTT, l'Union Générale du Travail Tunisienne pour qu'elle s'engage aussi dans le mouvement. Et d'ailleurs le jour de la chute de Ben Ali, c'était une journée de grève générale en Tunisie. C'est un élément important à prendre en compte même si la classe ouvrière en Tunisie en tant que telle, n'avait pas une telle contribution... ce n'était pas la classe ouvrière tunisienne qui a imprégné ce mouvement par son propre programme. Ce qui c'est également traduit au niveau des slogans, des revendications que le mouvement a porté. C'étaient des revendications d'ordre démocratique, mais aussi qui posaient les questions sociales d'un point de vu populaire, d'un point de vue également anti-impérialiste.

Très rapidement, le 14 janvier, le peuple tunisien a chassé Ben Ali, mais il ne s'est pas contenté de chasser la tête du régime, parce que il y avait une véritable envie qu'il y ait un changement profond qui permette le démantèlement de tout ce système là et l'instauration d'un système qui réponde vraiment aux exigences, aux aspirations du peuple tunisien. Et c'est par rapport à ça que nous, au POCT, on considère que cette révolution ne s'est pas seulement attaquée à la tête du régim Elle ne s'est pas posé comme objectif un changement à la tête du régime, ou bien au sommet seulement. Elle s'est posée comme projet des changements en profondeur. C'est pour ça que pour nous, même si la révolution n'a pas véritablement triomphé, ça reste quand même une révolution, un mouvement qui a amené un changement en profondeur.
C'est pour cela que nous, dans la suite du mouvement on a continué avec les forces révolutionnaires, avec le mouvement aussi, notamment lors des sit-in ont été organisés à la casbah 1, la casbah 2 et des manifestations énormes qu'a connu la capitale Tunis, pour finir par avoir raison du gouvernement de Ganushi 2 et c'était fin février.

C'est là aussi pour le peuple tunisien... parce qu'il n'était pas question au début d'organiser des élections d'une Assemblée constituante, il n'était pas question de dissoudre le gouvernement de Ben Ali, il n'était pas question de dissoudre son parti, c'était ça aussi les fondements de son régime ; et le peuple tunisien, le mouvement a réussi à imposer ces décisions. Donc ça, ça a considérablement affaibli le système mais pas pour autant réussi à l'abattre et à instaurer un nouveau régime. Ceux qui gouvernaient la Tunisie, ceux qui continuent à la gouverner jusqu'à aujourd'hui, ce sont les hommes de l'ancien régime. Et il n'empêche que les deux chambres de l'ancien régime ont été dissoutes, l'ancienne Constitution a été abandonnée, la police politique est officiellement dissoute, même si elle revient et qu'elle existe toujours, le RCD qui était vraiment un des piliers de la dictature de Ben Ali a été officiellement dissout, même si aujourd'hui on a plusieurs dizaines de partis qui émanent de ce parti là. Mais nous, lors de notre congrès que l'on a tenu cet été, l'appréciation a été que la dictature est affaiblie mais que ses fondements économiques, ces fondements sociaux ne sont pas complètement abattus. Donc c'est pour ça que pour nous l'objectif est de pousser vers une issue révolutionnaire qui va jusqu'au bout, qui va jusqu'au démantèlement des fondements de la dictature.

Arrive par la suite la question des élections. Il ne faut pas perdre de vue le fait que ceux qui étaient servis par la dictature Ben Ali, cette minorité mafieuse qui était aux affaires et bien entendu soutenue par les multinationales, par les puissances impérialistes occidentales, par les institutions financières, elle a toujours essayée, même quand elle perd une bataille, de sauver le système. Et c'est ce qu'ils essaient de faire, c'est ce qu'ils vont continuer à faire, notamment avec le soutien de la France et des autres puissances. Et d'ailleurs les déclarations, même vis à vis du parti qui est sorti gagnant des élections des l'Assemblée constituante, le parti islamiste Ennahda, les déclarations que ce soient de Juppé, que ce soient de l'administration américaine sont des déclarations qui vont plus s'accommoder de la présence de Ennahda comme première force politique en Tunisie, bien entendu tant que ça garanti les intérêts de ses puissances en Tunisie. Et tout l'enjeu, de notre point de vue, il est à ce niveau là. Donc pour les élections en Tunisie, je vais vous donner quelques éléments qui peut être sont intéressants pour vous permettre aussi de déchiffrer le résultat, un résultat que nous considérons nous au PCOT comme très décevant. Nous avons obtenu seulement 3 sièges sur 217 membres de l'Assemblée constituante. Il est vrai que c'est un résultat très maigre et c'est surtout qui est loin de notre présence sur le terrain, c'est à dire loin de représenter notre implantation en Tunisie. Nous sommes déçus de ces élections, mais on essaie aussi d'analyser ce résultat avec lucidité pour bien le comprendre.

Copyright © Le Vénissian

Tout d'abord quelques chiffres : sur presque 8 millions de Tunisiens en âge de voter, il y a seulement 3,5 millions de votants ; on peut dire un taux de participation, contrairement à se qui se raconte, de l'ordre de 45%. Plus d'un électeur sur deux n'a pas été voté et donc n'est pas représenté par cette assemblée ; la deuxième chose c'est que le taux obtenu par le parti islamiste Ennahda, sur l'ensemble des électeurs représente entre 18 et 20%, donc ça c'est aussi pour avoir une idée sur la représentativité de chaque force politique et notamment de la première force politique aujourd'hui en Tunisie, le parti islamiste Ennahda.

Autre chose qui est important c'est que c'est élections là ne se sont pas vraiment joué sur la base d'un choix sur un programme. Nous d'un autre coté, il est vrai que par nos propres moyens, on n'a pas l'argent dont dispose Ennahda, et les autres partis libéraux. Dans la campagne en Tunisie, l'argent a joué un rôle très important et des milliards ont été dépensées... même plus que les campagnes faites par l'UMP et le PS ici en France. L'argent qui a circulé lors de ces élections en Tunisie, il dépasse toutes les imaginations . Au niveau de notre parti, on a mené notre campagne électorale avec vraiment nos moyens, les moyens de nos militantes et de nos militants, mais on a mené, comme le disent nos camarades, on a mené une campagne digne parce que nous avons posé les vrais enjeux. Les vrais enjeux qui se posent aux Tunisiens aujourd'hui, ce sont des enjeux qui relèvent d'un choix de société. C'est exactement le même choix dont vous parliez tout à l'heure, est ce que aujourd'hui les questions des droits des travailleurs, le droit au travail, l'accès à la santé, l'accès à l'enseignement, est que tous ces droits là seront des droits inscrits dans la Constitution, des droits qu'on peut faire valoir après. On était pratiquement les seuls à poser ces questions là.

La question aussi des choix économiques. Est ce que l'on va reprendre la recette qui nous était imposée par les accords d'association avec l'Union Européenne, par la Banque Mondiale, par le Fond Monétaire International, ce qu'appliquait le régime de Ben Ali par le passé ou veut on un autre modèle, une autre politique économique au service des besoins du peuple tunisien ?
Et donc nous, on posait clairement la rupture avec les choix économiques de l'ancien régime ce qui n'est pas du tout le cas ni des islamistes, ni des partis libéraux. Et sur cette question là je peux dire... nous on le savait pertinemment, mais pour ceux qui suivent la situation de la Tunisie de l'extérieur, il faut bien comprendre qu'il y a une véritable alliance entre ces forces parce qu'en fin de compte, elles défendent les mêmes modèles de société, peut être pour certains, un modèle plus conservateur sur le plan politique, sur le plan des moeurs etc. mais sur ces plans de société, sur ces plans sociaux et économiques, ils sont fondamentalement les mêmes. Donc nous, on a essayé de poser ces clivages là tout au long de la campagne électorale ; mais aussi étant donné les moyens financiers dont disposaient les autres, étant donné l'attitude des média aussi, et vous savez le rôle que jouent les média dans les élections ici, c'est à dire que c'est un autre enjeu, c'est un autre clivage qui a été imposé : c'est la question de la religion qui a été clairement posée lors de ces élections là. Et donc voter communiste en Tunisie, c'était voter pour les mécréants, pour les ennemis de Dieu et ça, ça a fortement joué, et cela explique en partie (ce sont toujours des éléments de réponse que j'essaie de vous présenter) que les mosquées ont été utilisées, les prières du vendredi ont été instrumentalisées, l'avant veille des élections. C'était « ne votez surtout pas pour les ennemis de Dieu et les ennemis de Dieu se sont les communistes », ce n'est pas autre chose.

Donc je sais que nos camarades dans plusieurs régions ont mené des campagnes très intenses, très importantes. Notre parti s'est vraiment renforcé lors de cette campagne mais cela ne s'est pas traduit par un résultat électoral à la hauteur de ces efforts, à la hauteur de ce travail là. C'est parce que voter communiste aujourd'hui en Tunisie, c'est un vote très engagé. Et donc, si on a aujourd'hui trois représentants, il pèsent en terme d'adhésion beaucoup plus que d'autres. Il est vrai qu'il y a d'autres questions : le manque d'expérience en ce qui nous concerne, le manque de moyens aussi ça a beaucoup joué, et nous avons beaucoup appris de ces élections.

Maintenant on affronte une nouvelle situation en Tunisie, il va y avoir une Assemblée constituante qui est appelée à rédiger une nouvelle Constitution. Nous on sait déjà que le mouvement, la révolution tunisienne etc., même si la chambre est à majorité, qu'il y aura une coalition entre les islamistes, les libéraux et d'autres forces centristes, mais nous, nous sommes conscients qu'ils n'auront pas les mains libres pour écrire n'importe quelle Constitution pour la

Copyright © Le Vénissian

Tunisie parce que le peuple tunisien est là, que la rue, elle est encore là.

Et nous on compte défendre notre programme, c'est à dire une Constitution démocratique et populaire à travers nos camarades qui sont à l'Assemblée constituante mais aussi en continuant à travailler en bas, en continuant la lutte dans la rue.

Copyright © Le Vénissian